1. Domaine d'application

Ces conditions de livraison et de paiement sont applicables à toute relation commerciale avec l'acheteur, même si elles ne sont plus directement référencées ultérieurement. Les conditions d'achat du client sont de ce fait nulles. Elles seront valides uniquement si nous avons donné notre accord écrit. L'acceptation du contrat ou la livraison de notre part ne constituent pas un accord en soi. Ces conditions de livraison et de paiement ne sont pas applicables aux consommateurs privés.

2. Conclusion du contrat, qualité de marchandise

Nos offres sont sans engagement. Les contrats sont créés uniquement à partir de notre confirmation de commande, qui sera déterminante pour le contenu du contrat. Si nous ne donnons pas confirmation de commande, ce sera la livraison de la marchandise qui établira le contrat de livraison. Les descriptions et représentations de notre marchandise sont non contractuelles. Notre marchandise est sous réserve de modifications jusqu'à la livraison, en particulier de modifications techniques effectuées dans le cadre du suivi des produits. Ces modifications n'altéreront pas l'intérêt du client pour ce produit.

3. Exclusion d'annulations et de retours

L'annulation ou la modification de contrats nécessite notre accord formel. Le retour de marchandise livrée doit être précédé par notre accord écrit.

4. Transfert de risque, Transport

La livraison s'effectue depuis l'usine ou l'entrepôt. Les risques sont transmis à l'acheteur dès que la marchandise a été remise à la personne effectuant le transport, mais au plus tard lorsqu'elle quitte notre entrepôt ou usine.

Nous ne sommes pas tenus de souscrire une assurance Transports, même pour les envois à l'étranger, bien que nous ayons la possibilité de le faire. En cas de dommages ou de perte de marchandise au cours du transport, l'acheteur doit immédiatement exiger un procès-verbal auprès du transporteur.

Au cas où l'acheteur n'a pas émis d'indications contraires, nous décidons du moyen de transport, du trajet du transport et de l'assurance de transport sans pour autant assumer une quelconque responsabilité quant au moyen le plus rapide ou le moins cher.

5. Livraisons partielles

Nous sommes autorisés à effectuer des livraisons partielles qui seront considérées comme des livraisons indépendantes et devront être payées séparément dans les délais établis dans la section 8. Si le paiement d'une livraison partielle est retardé, nous sommes autorisés à suspendre la poursuite de la commande.

6. Délai de livraison

Le délai de livraison fait l'objet d'un accord individuel et est indiqué lors de la confirmation de commande. Si ce n'est pas le cas, le délai de livraison est d'environ 4 semaines à compter de notre confirmation de commande. Le délai de livraison court à partir de la date de notre confirmation de commande, toutefois pas avant la clarification de tous les détails d'exécution de la commande, en particulier pas avant la présentation de documents, autorisations et consentements à fournir par l'acheteur et pas avant la réception d'un acompte convenu. Le délai de livraison est considéré comme respecté si la marchandise a été expédiée ou déclarée prête à l'envoi avant expiration dudit délai.

Le délai de livraison se prolonge tacitement de la même durée dans le cas où nous serions empêchés d'effectuer la livraison pour une raison de force majeure. Sont assimilables à la force majeure toutes les circonstances imprévues nous rendant la livraison nettement plus difficile ou impossible, comme les retards de livraison chez un fournisseur, les conflits du travail, les mesures gouvernementales, la pénurie de matière ou d'énergie, les perturbations de la fabrication et des transports etc. Si ces conditions perdurent plus de quatre mois, nous sommes en droit de résilier le contrat. Sur demande du client, nous devons déclarer si nous résilions le contrat ou si nous livrons dans un délai adapté.

Si nous devons répondre d'un dépassement de délai, nous serons considérés comme fautifs seulement si l'acheteur nous a fixé un délai supplémentaire d'au moins 2 semaines et que celles-ci se soient écoulées sans résultat. Il peut ensuite résilier le contrat. Les dommages et intérêts sont limités à la hauteur de 5 % du prix de l'envoi en retard, ou au moins à la compensation des dommages prévisibles habituels.

7. Prix

L'acheteur devra payer le prix en vigueur lors de la confirmation de commande, sauf accord particulier. Si le délai de livraison dépasse les 4 mois à compter de la confirmation de commande, nous pouvons facturer le prix en vigueur le jour de la livraison. L'acheteur a le droit de résilier le contrat par écrit dans un délai de 14 jours à compter de la réception de l'avis d'augmentation tarifaire.

Nos prix sont indiqués en euros départ usine ou entrepôt.

Sont déterminants pour la facturation la quantité ou le poids de l'envoi constaté dans l'usine ou entrepôt. Une justification de l'inexactitude de ces données est recevable. La TVA et les frais de port, en particulier le fret, l'assurance du transport, la douane et frais de traitement douanier ainsi que les coûts d'emballage sont à la charge du client, même si ces tarifs ne sont pas indiqués séparément.

8. Paiement

Sauf accord particulier par écrit, nos factures sont payables au prix net dans les 30 jours suivant la date de facturation.

Les paiements sont toujours imputés sur la facture la plus ancienne. Nous ne sommes pas tenus d'accepter les lettres de change. En dehors des paiements au comptant et des virements, nous n'acceptons d'autres modes de paiement qu'à titre de paiement. Tous les paiements doivent nous être versés sans frais. Les frais bancaires, d'escompte et de prélèvement sont à la charge du client, même sans accord préalable.

Si le délai de paiement net est dépassé, nous sommes en droit, à compter du 31ème jour de la date de facturation ou demande de paiement équivalente, de facturer sans rappel préalable des intérêts à hauteur de 8% au-dessus du taux d'intérêts de la Banque Centrale Européenne.

Si une dégradation importante de la situation financière du client survient après la conclusion du contrat, ou si une dégradation précédente nous est connue seulement après la conclusion du contrat, nous sommes en droit

de demander un paiement préalable ou des garanties. Si ces conditions ne sont pas remplies, nous sommes également en droit de refuser de remplir le contrat après un délai supplémentaire adapté. L'acheteur ne peut pas procéder à une compensation du fait d'une contre-crédence qui n'a pas été constatée comme ayant force de chose jugée, ni exercer aucun droit de rétention. Le paiement auprès de nos représentants et collaborateurs n'est possible que sur présentation d'une procuration d'encaissement.

9. Fabrications spéciales

L'acheteur est seul responsable de l'exactitude des données fournies pour la marchandise fabriquée sur demande selon les exigences et spécifications etc. de l'acheteur. Il est tenu de nous libérer de toute prétention de tiers à cet égard aux droits d'auteur, de propriétés intellectuelle et industrielle contre nous ou toute entreprise engagée par nous.

Un excédent ou un manque de 10% dans la livraison est conforme au contrat lors de fabrications spéciales. Notre prix est revu à la baisse ou à la hausse en conséquence. Les autres détails sont à convenir séparément.

10. Réserve de propriété

La marchandise fournie restera notre propriété jusqu'à ce que l'acheteur ait payé toutes les sommes dues, présentes et à venir.

L'acheteur est autorisé à transformer la marchandise, dont nous avons réservé la propriété, dans le cadre des activités commerciales habituelles à moins que l'acheteur ne soit en situation de retard de paiement ou qu'il ait cessé ses paiements. Dans le cas d'une transformation, il est d'ores et déjà convenu que nous avons une part de copropriété du nouvel objet créé correspondant au prorata de la valeur de la marchandise réservée par rapport à la valeur marchande des autres objets transformés. L'acheteur préserve le nouvel objet ainsi produit pour nous. Il en va de même si l'acheteur mélange, lie ou incorpore notre marchandise réservée avec d'autres objets.

L'acheteur est autorisé à revendre la marchandise dont nous avons réservé la propriété ou dont nous avons une part de copropriété, dans le cadre des activités commerciales habituelles, à moins que l'acheteur ne soit en situation de retard de paiement ou qu'il ait cessé ses paiements. Il ne peut ni mettre la marchandise en gage ni en transférer la propriété à titre de garantie. Une cession vers l'étranger n'est autorisée qu'avec notre accord préalable. Si l'acheteur revend une marchandise réservée, il nous cède dès à présent et jusqu'au paiement intégral de toutes les créances à venir tous les droits résultant de sa vente envers ses acheteurs, y compris tous les droits accessoires, garanties et réserves de propriété. Nous sommes en droit d'exiger que l'acheteur informe ses propres clients de la cession des droits et nous communique tous les renseignements et documents nécessaires au recouvrement. L'acheteur peut cependant procéder au recouvrement des créances cédées s'il n'est pas en situation de retard de paiement ou s'il n'a pas cessé ses paiements. Si les créances de l'acheteur sont enregistrées dans un compte courant suite à la revente de notre marchandise sous réserve, il nous cède dès à présent son droit au paiement du solde reconnu à hauteur des créances transcrites suivant la revente de notre marchandise réservée. Si nous n'avons qu'une part de copropriété sur la marchandise revendue, le montant de la cession ci-dessus ne s'élèvera qu'à hauteur de la valeur de la copropriété. Si de la marchandise dont nous avons la propriété ou une part de copropriété a été vendue avec d'autres articles pour un prix global, la cession s'élève à hauteur de la valeur de facturation de notre marchandise réservée ou à hauteur de la valeur de la part de copropriété.

Si la valeur de la marchandise réservée, jointe au montant des garanties qui nous ont été accordées par ailleurs, dépasse de plus de 20% la créance totale à l'encontre du client, nous sommes dans l'obligation de céder à la mainlevée de ces garanties sur demande du client.

Si l'acheteur se retrouve en situation de retard de paiement ou s'il cesse ses paiements, nous sommes en droit d'exiger la restitution de notre marchandise réservée. Cela ne constitue une résiliation du contrat que si nous l'avons expressément déclaré par écrit.

11. Défauts

Les défauts faisant naître une obligation de garantie doivent être signalés par écrit par l'acheteur au plus tard dans les 10 jours après réception de la marchandise. Nous ne pourrions être tenus responsables de défauts signalés hors délai.

Notre responsabilité se limite au fait de corriger les défauts ou de remplacer gratuitement et de manière irréprochable la marchandise défectueuse. Sur requête, la marchandise défectueuse ou un échantillon pour examen devra nous être envoyé. Si le remplacement échoue, si nous le refusons ou en présence d'autres circonstances qui justifieraient une revendication à un moyen de recours immédiat en tenant compte des intérêts des deux parties, ou si un délai supplémentaire accordé par l'acheteur est dépassé, il est alors en droit de résilier le contrat ou de réduire le prix d'achat.

Les droits de garantie de l'acheteur pour défaut sont prescrits au bout d'un an. La prescription débute à compter de la livraison de la marchandise.

12. Dommages et intérêts

Les demandes de dommages et intérêts de l'acheteur pour manquement à une obligation contractuelle, action non autorisée ou autres sont exclues, pour autant qu'il n'y ait pas d'actes volontaires, négligences graves ou de violation d'une obligation primaire, de mise en jeu de la garantie des vices de la chose, ou que nous soyons responsables au sens de la loi sur les produits défectueux, ou que nous soyons coupables de dommages portant atteinte à la vie, au corps ou à la santé. Dans tous les cas, les demandes de dommages et intérêts sont limitées aux dommages normalement susceptibles de se réaliser.

Dans la mesure où la responsabilité de Groz-Beckert est exclue ou limitée, celle-ci l'est également pour la responsabilité des employés, salariés, représentants et agents d'exécution de Groz-Beckert.

13. Droit applicable, lieu d'exécution, tribunal compétent

Les relations légales entre nous et l'acheteur sont soumises exclusivement au droit de la République fédérale d'Allemagne.

Albstadt est le lieu d'exécution pour les prestations des deux parties au contrat. Le tribunal compétent exclusif pour tout litige est Albstadt, dans la mesure où l'acheteur est entrepreneur, personne morale de droit public ou patrimoine séparé de droit public ou n'a pas de tribunal compétent général dans le pays. Nous pouvons néanmoins assigner l'acheteur en justice devant le tribunal de son siège.

Les clauses additionnelles suivantes sont applicables lors d'achats de machines et de modules de construction :

La section 2 est à compléter comme suit:

Nous réservons le droit d'auteur et de propriété sur les échantillons, devis, plans, modes d'emploi et autres, les informations de nature matérielle ou immatérielle (également sous forme électronique) que nous avons mis à disposition. Ces informations sont confidentielles et ne doivent pas être rendues accessibles à des tiers.

La section 3 doit commencer par:

3.a Contrôle de réception

Sauf accord séparé, les contrôles de réception sont effectués dans notre usine pendant les heures de travail normales. Si le contrat ne précise aucune exigence technique spécifique, les contrôles seront effectués conformément à la pratique usuelle de la branche d'industrie concernée dans le pays de fabrication.

Nous informerons l'acheteur à temps de la procédure de contrôle afin que ses représentants puissent y participer. Si l'acheteur n'est pas représenté, nous lui fournirons le protocole de vérification dont il ne pourra pas remettre en doute l'exactitude. Si lors du contrôle (sauf contrôle additionnel demandé par contrat sur le site d'installation), l'objet s'avère être défectueux ou non-conforme au contrat, nous mettrons tout en œuvre pour corriger le défaut dans les meilleurs délais ou fabriquer l'objet selon les conditions du contrat. Sur demande de l'acheteur, le contrôle est à renouveler. Sauf accord séparé, nous prenons à notre charge le coût des contrôles effectués dans notre usine, mais pas les dépenses personnelles des représentants de l'acheteur.

Si des contrôles de réception sur le site d'installation sont prévus par contrat, les conditions spécifiques pour ceux-ci devront être convenus séparément.

La section 11 doit être remplacée par:

Les défauts faisant naître une obligation de garantie doivent être signalés par écrit par l'acheteur au plus tard dans les 10 jours après réception de la marchandise. Nous ne pourrions être tenus responsables de défauts signalés hors délai. Toute différence de +/- 10 % par rapport aux données de consommation et de performance des machines que nous avons livrées ne représente pas un défaut de marchandise.

Notre responsabilité se limite au fait de corriger les défauts ou de remplacer gratuitement et de manière irréprochable la marchandise défectueuse. Sur requête, la marchandise défectueuse ou un échantillon pour examen devra nous être envoyé. Si le remplacement échoue, si nous le refusons ou en présence d'autres circonstances qui justifieraient une revendication à un moyen de recours immédiat en tenant compte des intérêts des deux

parties, ou si un délai supplémentaire accordé par l'acheteur est dépassé, il est alors en droit de résilier le contrat ou de réduire le prix d'achat. S'il s'agit uniquement d'un défaut mineur, l'acheteur aura seulement un droit à la réduction du prix du contrat. Le droit à la réduction du prix du contrat est exclu dans d'autres cas. Les droits de garantie de l'acheteur pour défaut sont prescrits au bout d'un an dans la mesure où nous n'avons pas volontairement dissimulé les défauts ou provoqué ces défauts intentionnellement ou par négligence grave. La prescription court à compter de la réception. S'il n'y a pas réception, la prescription court dès que la marchandise a été remise à la personne effectuant le transport, mais au plus tard lorsqu'elle quitte notre entrepôt ou usine.

La section 12 est à compléter comme suit :

Après accord, l'acheteur devra nous laisser le temps nécessaire et nous donner l'occasion d'effectuer toutes les réparations et livraisons de remplacement qui nous paraissent nécessaires, sans quoi nous sommes libérés de la responsabilité pour les suites en résultant. Seulement dans les cas les plus urgents représentant une menace pour la sécurité de l'entreprise voire la préservation de dommages importants et disproportionnés, auquel cas nous devons en être informés immédiatement, l'acheteur est en droit de réparer lui-même ou de faire réparer par un tiers les défauts et de nous demander un dédommagement correspondant.

Notre responsabilité n'est pas engagée dans les cas suivants :

- utilisation non appropriée ou non conforme,
- erreur de montage ou de mise en route commises par l'acheteur ou par des tiers,
- usure naturelle,
- erreur ou négligence de manipulation,
- entretien non-conforme,
- utilisation de matériels inappropriés,
- travaux de construction défectueux,
- terrain de construction inadéquat,
- influences chimiques, électrochimiques ou électriques, du moment qu'ils ne nous soient pas imputables.

Si l'acheteur ou un tiers effectue une réparation de façon non correcte, notre responsabilité n'est pas engagée pour les conséquences en résultant. Il en est de même pour les modifications effectuées sur l'objet livré sans notre accord préalable.